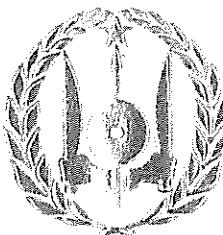


بِسْمِ اللّٰهِ الرَّحْمٰنِ الرَّحِيْمِ



République de Djibouti
Présidence de la République

جُمْهُورِيَّةُ دُجَيْبُوْتِي
رِئَاسَةُ الْجُمْهُورِيَّةِ

le Président

الرئيس

*Allocution de
S.E.M le Président de la République
ISMAÏL OMAR GUELLEH*

*Conférence de haut Niveau sur la Sécurité
Alimentaire Mondiale et les Défis du Changement
Climatiques et les Bioénergies
Rome, du 03 au 05 Juin 2008*

Bismillahi Arrahman Arrahim

**Monsieur le Président,
Messieurs les Chefs d`Etats et de Gouvernements
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies
Monsieur le Directeur Général de la FAO
Honorables Délégués
Mesdames et messieurs,**

Permettez-moi, tout d'abord, de me joindre avec plaisir
à tout ceux et celles qui vous ont adressé leurs
remerciements et félicitations pour la tenue de cette
importante Conférence de Haut Niveau sur la Sécurité

Alimentaire Mondiale ainsi que les défis du Changement Climatique et des Bioénergies.

Permettez-moi, également, de remercier et féliciter le Secrétaire General de l'Organisation des Nations Unies, **Monsieur Ban Ki Moon** pour la tenue propice de cette Conférence, gage de son dévouement et de son engagement sans faille pour la réalisation de nos idéaux communs. Nous nous félicitons de le savoir à l'écoute des préoccupations et des besoins internationaux et plus particulièrement ceux des pays en voix développement.

Monsieur le Président,

Nous sommes aujourd'hui interpellés et profondément préoccupés par l'inquiétante hausse des prix des denrées alimentaires, dont l'ampleur constitue une menace, non seulement pour l'Afrique mais également pour la paix et la sécurité internationale.

Nous l'avons dit et répété maintes fois, le processus politique sur le changement climatique, qui met en péril les moyens d'existence de millions de personnes, avance trop lentement. Nous sommes témoins aujourd'hui des conséquences néfastes et depuis longtemps pressenties de cette lenteur. Il est, par conséquent, impératif que nous réagissions rapidement et d'un commun accord afin de limiter les dégâts et contrôler cette insuffisance alimentaire et ainsi éviter une catastrophe humanitaire. Nous saluons, à cet égard, l'initiative lancée par le Japon et intitulée « le partenariat Cool Earth » qui consiste essentiellement à apporter à l'Afrique une assistance de 10 Milliards de dollars étalée sur cinq ans en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que sa

proposition d'aider notre continent à réussir sa propre révolution verte dans les dix à venir.

Monsieur le Président,

Garantir la sécurité alimentaire à la lumière de l'impact du changement climatique constitue l'un des plus grands défis que nous ayons à affronter au cours de ce siècle.

Cependant, nous nous devons d'être francs et admettre que le changement climatique n'est ni l'unique cause ni la seule explication à ce bouleversement alimentaire mondial. Quelle est donc la cause ? Une pénurie alimentaire ? Non, puisque d'après la FAO les agriculteurs du monde entier ont eu une production record de 23 milliards de tonnes de céréales en 2007, soit 7% de plus que l'année précédente. Par conséquent la production alimentaire mondiale est plus que suffisante pour nourrir la population mondiale. Pourtant et malheureusement, moins de la moitié de la production céréalière mondiale est directement consommée par les populations, une bonne partie étant destinée aux filières industrielles gigantesques et rigides pour être transformée en biocarburants, ou encore en aliments pour le bétail.

Monsieur le Président,

Jusqu'à présent la logique du marché libre inondait les pays importateurs de produits bon marché soutenus par des subventions ; ce qui a eu pour conséquence directe de contredire la promotion de la production agricole locale et l'émergence d'une réelle politique d'autonomie alimentaire puisque le marché mondial répondait aux besoins de nos pays et à moindre cout.

Face à la crise actuelle mondiale, Djibouti a décidé d'investir, dans les terres agricoles en dehors du territoire national, et notamment dans les pays voisins tels que le Soudan et l'Ethiopie qui sont tous deux mieux lotis que nous en matière d'eau.

Monsieur le Président,

Dans un pays aride comme le notre, nous devons tout mettre en œuvre pour la mobilisation des eaux de surfaces en vue de lutter contre la soif, la désertification et parvenir à un développement durable dans le domaine agricole. Ainsi de nouvelles surfaces seront irriguées en vue d'augmenter la production agricole. Dans cette optique, la première retenue d'eau d'une capacité de plusieurs centaines de milliers de mètre cube est en cours d'achèvement.

C'est dans cet esprit et en vue de faire face au challenge de la sécheresse et de la désertification que notre Gouvernement a privilégiés trois axes.

- Le premier axe consiste à subvenir d'urgence aux besoins alimentaires des bases des populations les plus vulnérables. Pour ce faire, toute la nation s'est mobilisé en faisant jouer la solidarité nationale ;des fonds importants ainsi que des denrées alimentaires ont été recueillis et distribués aux populations affectées aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.
- Le deuxième axe vise le développement du secteur agricole en réalisant des périmètres agro_pastoraux et de palmiers dattiers dans l'ensemble des régions du pays. Dans ce cadre, les investisseurs du secteur privé sont de plus en

plus sollicités dans le domaine du développement agricole. Leur participation et apport devrait permettre un accroissement rapide de la production agricole dans les trois prochaines années. C'est dans cette optique que nous projetons de planter 1 million de dattiers par la voie du procédé d'In Vitro. Pour ce faire, nous nous appuyons sur des laboratoires internationaux et nous pourrons ainsi voir les fruits de nos efforts dès cet été.

- Le troisième axe, enfin, vise le développement de la micro finance et de la micro entreprise plus particulièrement au profit des petits agriculteurs, éleveurs et pêcheurs.

Par ailleurs, Djibouti dispose de ressources halieutiques importantes car notre pays a toujours privilégié la pêche artisanale, ceci contribuant à la protection de la faune et de la flore marine. Parallèlement à cette pratique de la pêche artisanale, nous comptons moderniser ce secteur avec l'appui d'investisseurs privés.

Monsieur le président,

Plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim et de la malnutrition et la plupart sont des africains. Ceci démontre, si besoin est, que les politiques et les moyens mis en place depuis des décennies sont inadaptés. En effet, l'actuelle crise alimentaire mondiale avec ses enjeux énormes et transversaux nous enseigne que nous devons impérativement entreprendre des changements radicaux dans notre système alimentaire. Pour ce faire, il y a nécessité de lancer le New deal en matière de droit à la souveraineté

alimentaire des peuples et des nations, permettant ainsi d'esquisser de véritables pistes à la fois politiques et financières pour inverser cette tendance et nous libérer d'une situation humainement inacceptable à l'aube de XXIème siècle.

De tels défis nécessitent d'importants moyens matériels et financiers qui sont pour le moment au delà des capacités réelles de nos pays. C'est pourquoi l'assistance de la Communauté internationale et plus que nécessaire pour nous accompagner dans nos efforts.

Enfin, je ne saurais terminer mes propos ici sans remercier la FAO et la FIDA pour leur appui constant dans le développement du secteur agricole.

Je vous remercie de votre attention.

ISMAIL OMAR GUELLEH